



LE MOUVEMENT DE LA PAIX

Agréé Association Nationale de la Jeunesse et d'Éducation Populaire

Association à statut consultatif ECOSOC à l'ONU

9 rue Dulcie September - 93400 Saint-Ouen

Tél. 01 40 12 09 12 - Courriel : national@mvtpaix.org

www.mvtpaix.org

COMMUNIQUE

Pour une République à la hauteur de ses idéaux : liberté, égalité, fraternité, justice, solidarité.

En ce 1^{er} juillet 2023, le Mouvement de la paix appelle à se recueillir avec dignité à la mémoire de Nahel et aux cotés de sa famille.

Nahel, un adolescent mineur de 17 ans, a été tué à Nanterre (Hauts-de-Seine) le mardi 27 juin par un tir de policier qui a été mis en examen jeudi 29 pour homicide volontaire et placé en détention provisoire.

La mort de Nahel a suscité émotion, questionnements, révolte, incompréhension, appels à la répression voire à la haine de la part de l'extrême droite.

Heureusement, venant le plus souvent de travailleurs sociaux catastrophés par la destruction de leurs lieux de travail (écoles, centres sociaux, maisons de quartier, associations), les appels à la raison se sont multipliés. Ils rappellent que la situation actuelle est difficile pour les jeunes, leur famille, les enseignants, les éducateurs, les élus, mais aussi pour les policiers appelés, sur ordre, à répondre par la violence d'État aux aspirations légitimes de catégories de la population.

Ces appels soulignent qu'une telle situation nécessite, au-delà de la condamnation de toutes les violences qui ne constituent en aucune manière une solution, une réflexion approfondie de chacun et chacune et d'abord de ceux qui gouvernent le pays sur les raisons du fiasco d'un type de société. La révolte des jeunes en dit beaucoup sur les raisons de ce fiasco. A cet égard beaucoup soulignent l'erreur voire la désinvolture avec laquelle le Président Macron a mis à la poubelle le rapport Borloo, qui proposait en 2018 une série de réponses politiques et globales à un certain nombre de problématiques relatives aux conditions de vie difficiles dans les quartiers populaires.

On doit se réjouir des efforts conduits et des succès obtenus par ceux et celles qui, au quotidien, dans les lycées, les maisons de quartier, les MJC, les associations, les collectivités locales s'attachent à construire des liens sociaux, à ouvrir des fenêtres vers un avenir moins sombre, à donner de l'espoir, à entendre les mécontentements, à combattre les injustices. Cependant il est clair que face à une crise aussi profonde, la réponse est dans le rassemblement de toutes celles et tous ceux résidant en France, autour d'une politique audacieuse de progrès social fondée sur les valeurs de la République à savoir liberté, égalité, fraternité, justice, solidarité.

A chacun de fournir un effort pour mesurer la profondeur des inégalités et des violences dont est porteuse la société actuelle. Il convient d'écouter les sociologues mais aussi les acteurs sociaux qu'ils soient institutionnels ou associatifs, les parents mais surtout les jeunes dont il faut bien mesurer l'ampleur des humiliations quotidiennes qu'ils subissent et/ou ressentent souvent, en particulier dans les quartiers populaires. **Cela n'excuse pas les violences, mais nous oblige à un effort pour comprendre la sédimentation des sentiments d'injustice parfois ancrés au plus profond de couches entières de la société.**

Il convient de poser un diagnostic sérieux pour apporter des solutions humaines et humanistes sur le long terme et pour éviter qu'à la violence quasi spontanée de jeunes révoltés de voir un de leurs semblables assassiné quasiment de sang-froid (??), succèdent encore plus de violences institutionnelles, étatiques et policières comme le demande l'extrême droite et comme le pratique le gouvernement à l'encontre des gilets jaunes, des personnes manifestant contre la réforme des retraites ou agissant contre les dérèglements climatiques.

En tout état de cause, il convient également de modifier la loi du 28 février 2017 relative à la sécurité publique et notamment son article L435.1.

A chacun et surtout au gouvernement d'écouter et de réfléchir sur les causes plurielles de ce fiasco des politiques conduites depuis de nombreuses années et plus globalement le fiasco d'un type de société excluante et injuste.

« Stop les guerres » au plan international doit rythmer avec « stop les violences, stop la misère et les injustices » au plan national.

En ce 1^{er} juillet 2023, le Mouvement de la paix appelle à se recueillir avec dignité à la mémoire de Nahel et aux cotés de sa famille.

***Le Mouvement de la Paix
Le 1er juillet 2023***

Borloo dans Le Monde du 26 avril 2018 : « *On a remplacé les moyens publics par les annonces publiques. Résultat, dans les quartiers, il y a moins de services publics, moins de crèches, moins d'équipements sportifs, moins de capacités financières des communes (30 % de moins), moins d'accès à la culture, moins de policiers, des professeurs et des agents de police plus jeunes, qui coûtent donc moins cher... C'est un scandale absolu. »*

(*) *Par exemple l'article 23 de la Charte de l'ONU stipule que les dépenses militaires doivent être réduites au minimum.*